

Mathieu ROUX, « Marseille et les Postes, Télégraphes, Téléphones, étude historique des origines d'un réseau de communication, 1852-1914 », Aix-en-Provence, maîtrise, sous la direction de Jean Domenichino, Université de Provence, 2003, 353 p.

Les Postes, Télégraphes et Téléphones contribuent, parmi de nombreux autres réseaux techniques, à la construction et au fonctionnement d'un espace urbain. Ce constat prend une acuité particulière quand cet espace est en train de se constituer, de s'étendre et de se modifier profondément. Cette évolution d'urbanisation au cours de laquelle la ville change d'échelle appelle la mise en place d'un réseau de communication à la hauteur de ces changements. Comprendre alors comment se développe ce réseau dans la cité marseillaise devient une voie d'accès pertinente pour lire son urbanisation. Quels sont les enjeux qui conduisent son installation ? Quels sont les éléments politiques, économiques, sociaux ou culturels auxquels il répond et desquels il dépend ? Autant de problèmes qu'il semble intéressant de poser.

La seconde moitié du XIXe siècle est le temps d'une mutation profonde de l'espace urbain marseillais. Suite à l'ouverture du canal de Marseille en 1849, qui amène enfin en quantité les eaux de la Durance sur son vaste territoire communal, la banlieue se développe, s'offre à l'industrie et se lie définitivement à la cité agglomérée autour du Lacydon. L'activité portuaire est bouleversée par la construction d'un gigantesque port industriel au nord de la cité. Marseille connaît son heure d'hausmannisation, se couvre de monuments et multiplie la surface de sa partie agglomérée par quatre. Les échanges se multiplient, les échelles économiques changent, la population double. Ce demi-siècle est un moment fort de l'urbanisme marseillais.

Au cours de ce même temps, le réseau postal se réorganise (1852), la télégraphie électrique arrive en ville (1852), et le nombre de bureaux se multiplie par huit sur le territoire. En 1877, un réseau de pneumatique est mis en place et à partir de 1880 le téléphone se développe, que ce soit au travers de réseaux privés municipaux, de lignes particulières ou d'un réseau d'abonnés. Enfin, à la veille de la Grande Guerre, Marseille découvre la T.S.F. En tout point, la ville est touchée par ces mutations des services de communication et offre ainsi un champ favorable à notre étude.

Nous souhaitons donc comprendre les liens qui unissent ces deux évolutions. Afin d'être aussi complet que possible, nous avons accordé notre raisonnement et nos recherches au déroulement chronologique d'une demande. Tout commence par la manifestation d'un besoin. S'enclenche ensuite un processus administratif et enfin, le service requis est installé. C'est ainsi que pièce après pièce, ponctuellement ou par vague, un réseau se constitue. En assemblant chacune de ces demandes des traits communs se dégagent, des différences significatives apparaissent, bref, la compréhension du développement du réseau se fait jour.

La première étape de notre approche consiste à s'interroger sur les besoins liés à ces infrastructures. De quoi dépendent-ils, comment s'expriment-ils, quels sont-ils ? Ces interrogations sur l'origine du réseau des P.T.T. dans Marseille, sur les besoins qui lui sont liés, constituent l'objet de ce mémoire de maîtrise.

Nous avons différencié trois catégories dont les besoins dépendaient de facteurs différents : les administrations présentes en ville, les acteurs économiques de la cité et la population urbaine dans son ensemble.



Les administrations

L'attitude de l'Etat face à la télégraphie s'inscrit dans les changements qu'introduisent dans ses structures et ses pratiques la montée du libéralisme politique et économique. La centralisation française traverse les régimes et la mainmise sur les appareils de communication à longue distance conduit l'usage qu'en font les institutions d'Etat. A l'aube de la télégraphie, l'accès des premiers bureaux doit être strictement contrôlé par la préfecture et l'implantation du central de Marseille est étroitement guidée par cette volonté. La maîtrise du télégraphe est stratégiquement importante dans la ville, les casernes militaires encadrant la cité sont reliées et le poste de la gare Saint-Charles, poste de sortie vers l'extérieur, est sujet de luttes durant la Commune. En revanche, l'Etat reconnaît progressivement l'importance de la communication économique et financière et régule son propre usage pour faciliter ces échanges.

Urbanisation, libéralisation et démocratisation appellent une gestion différente des services municipaux, plus rationnelle, plus efficace et plus interactive. La municipalité marseillaise utilise le téléphone à deux fins essentielles. D'une part, il lui permet une meilleure prise en main de son immense territoire communal, par le développement, entre autres, de réseaux de communication d'incendie (1882) ou de police (1888-1891). D'autre part, le téléphone est un soutien utile à la bureaucratisation et la professionnalisation de ses services. L'essor de cet usage se situe dans les années 1890, ce qui correspond à trois mouvements, un abonnement plus massif au téléphone de l'ensemble de la société marseillaise, une modernisation générale des administrations municipales françaises et l'arrivée du socialisme municipal à Marseille.

Les acteurs économiques

Les besoins liés à l'économie tiennent une place considérable dans le développement du réseau. La quantité des échanges augmente et leur maîtrise devient de plus en plus difficile. Marseille se lie à de multiples horizons, proches ou lointains. Les techniques de communication, et plus particulièrement le télégraphe, sont les outils indispensables pour soutenir ces évolutions. L'activité boursière s'accroît et les besoins de communiquer avec les différentes places économiques du continent viennent renforcer la centralité marseillaise autour de sa Bourse de commerce, ses acteurs agissant pour que services postaux, télégraphiques ou téléphoniques s'y condensent. L'activité du port et des industries modifie profondément l'organisation de l'espace et de la production marseillaise. Les industriels concentrés géographiquement et les quartiers à forte densité industrielle cherchent à obtenir des bureaux postaux et télégraphiques. En revanche, des industries plus disséminées préfèrent le téléphone. Chambre de commerce et syndicats s'activent pour améliorer la qualité du réseau.

La population urbaine

Les Marseillais s'organisent pour obtenir les services qu'ils désirent. Leurs modes d'expression varient selon qu'ils se trouvent en banlieue, passant alors par des notables ou des Comités de quartier, ou dans l'agglomération, où ils préfèrent la pétition ou la médiation du débitant de tabac. Leurs demandes sont intrinsèquement liées à leurs pratiques de la ville et de ses formes. Leurs besoins sont différents selon s'ils se situent en ville ou dans un habitat dispersé. Ils cherchent systématiquement à adapter les services à leurs lieux de sociabilité et à leurs repères. Les besoins de la population phocéenne sont ainsi particulièrement dépendants de l'urbanisation des espaces dans lesquels elle vit. La municipalité joue, par deux fois, un rôle d'interprète des besoins d'une cité subissant ses crises



de croissance. La première fois, elle réclame que son agglomération soit mieux desservie, suite aux bouleversements du Second Empire. La seconde fois, sous l'égide du socialisme municipal, elle équipe la banlieue de Marseille en mal d'infrastructures.

Les impacts sur les réseaux

Pour les bureaux de postes et télégraphes ainsi que les recettes auxiliaires, les demandes sont multiples. Chaque histoire est complexe et fait appel à plusieurs explications. En outre, la provenance de la demande, origine de l'implantation, n'est pas toujours déterminable. Ces bureaux, dont l'implantation doit devenir rentable, répondent bien souvent aux besoins des industries du quartier. La recette auxiliaire tient une place à part, tant par ses modes de financement que par sa place dans le bâti urbain et répond plus aux besoins d'une population d'habitants désireux de bénéficier d'un tel service.

Pour les boîtes aux lettres, les demandes proviennent à une écrasante majorité des habitants de Marseille. C'est donc à coup de pétitions et de sollicitations en tout genre que le réseau se dessinera.

L'établissement de cabines téléphoniques sur le territoire semble plutôt répondre aux besoins des populations isolées de l'est marseillais, encore rurales ou du moins de quartiers excentrés du terroir marseillais.

Le réseau téléphonique des abonnés est quant à lui façonné par les acteurs économiques de la cité. Il répond à leurs besoins professionnels et à leurs pratiques de l'espace. L'établissement de lignes téléphoniques privées reste marginal et est majoritairement le fait d'hommes déjà abonnés au réseau, qui cherchent à avoir leur propre ligne interne pour des raisons de prestige social ou pour répondre à une défaillance réelle ou perçue du réseau général.

Le réseau de pneumatique doit sa construction initiale à la géographie de la ville et l'existence de deux pôles forts : une préfecture ancrée dans les quartiers bourgeois et une Bourse plus au nord. Son développement au cours du siècle se fait pour répondre aux besoins de vitesse et d'efficacité de communication des acteurs économiques de la cité.

La compréhension des besoins de Marseille en services de communication se nourrit donc de deux réalités.

D'une part, celles des évolutions multiples que connaît cette population. Ces services soutiennent la mue d'une société qui se confronte à des bouleversements économiques, sociaux ou politiques et qui produit de nouvelles normes.

Libéralisation des échanges, démocratisation et individualisation entraînent de nouveaux rapports entre les hommes, entre les entreprises, entre les administrations et leurs administrés et un nouveau regard de l'homme sur lui-même et sur l'extérieur. Les besoins en infrastructures de communication autorisant une plus grande vitesse, un plus grand nombre d'échanges, un renforcement des liens, se comprennent à travers ces évolutions.

D'autre part, celles des pratiques de l'espace que connaissent les acteurs de la cité. Il faut comprendre les sens du territoire dans lequel ces attentes s'expriment. La centralité effective et imaginée, les ruptures et continuités de l'espace, ses formes générales et locales, tout influe sur les demandes de ceux qui pratiquent leur ville. La place centrale des quartiers bourgeois du Sud de la Cannebière, les fluctuations de la centralité marseillaise entre ces quartiers et les nouveaux ports du nord, la dichotomie phocéenne entre un immense terroir et une partie agglomérée autour de son port antique ou l'importance des modes de production de l'habitat et de la morphologie des quartiers dans les demandes en services en sont quelques preuves.



Suite à la formulation des besoins, un processus administratif s'enclenche. Il faut étudier. Il faut décider. Il faut financer. L'analyse de cette étape serait la suite logique de ce travail et pourrait éclairer les hommes travaillant à la mise en place d'un tel réseau, les discours produits à ce moment et les démarches des différents acteurs. Elle compléterait la compréhension de la mise en place des réseaux de communication au sein d'un espace en pleine urbanisation.